

*Les subsides*

On a fréquemment soulevé la question du bardeau à la Chambre. Mais nous pratiquons le libre-échange depuis 50 ans dans le secteur du bardeau et fonctionnons sans droit tarifaire. Or une âme sensible au Congrès des États-Unis a jugé que cet arrangement vieux de 50 ans entre nos deux pays nuisait à un ou plusieurs de ses amis. Nous ne faisons rien de mal, mais la situation ne leur plaisait tout simplement pas. Ils ont donc décidé d'imposer un droit exorbitant sur notre produit.

**Une voix:** Qui l'a fait?

**M. Deans:** Mon collègue pose une très bonne question. C'est le président des États-Unis qui a lui-même imposé cette surtaxe. C'est pourtant ce même président qui est le très bon ami de notre premier ministre. C'est pourtant ce même président qui s'est empressé le lendemain de vanter les mérites du libre-échange et de déclarer que les Américains tenaient toujours autant à réaliser l'idéal de libre-échange. Je crois qu'ils y tiennent toujours autant parce qu'ils n'y ont jamais beaucoup tenu à mon avis. A mon avis, leur conception du libre-échange est fonction de leur propre intérêt et tous les changements qu'ils apporteront iront dans ce sens.

Il est temps que nous demandions des comptes à notre gouvernement pour ce qu'il essaie de faire. Les Canadiens ont subi le projet de loi américain sur l'agriculture, qui comportait des mesures touchant les framboises, les produits de la pêche, les porcs, les bardeaux et le bois d'oeuvre. On veut maintenant nous imposer une mesure sur l'acier parce que les Américains n'ont pas réinvesti dans la fabrication de l'acier et ont utilisé les fonds pour diversifier d'autres secteurs. Ils n'ont pas modernisé leur équipement et sont devenus non concurrentiels. Nous avons réinvesti dans notre industrie et essayé de perfectionner notre technologie. Maintenant nous allons en pâtir.

Il est temps que le gouvernement se réveille et prenne ses responsabilités. Il est temps qu'il comprenne ce qui se passe dans le monde et qu'il prenne la défense du Canada. Il faut qu'il commence à prêter attention à ce qui se passe aux États-Unis.

Le président n'a pas de mandat pour négocier le libre-échange. Il n'a pas obtenu l'appui du Congrès ni du Sénat pour négocier un accord de libre-échange avec le Canada. Par conséquent, comment a-t-il pu obtenir l'égalité des voix au comité des finances du Sénat sans cet appui? Il a promis de résoudre les problèmes comme celui des bardeaux. C'est peut-être la seule façon pour lui d'obtenir un nombre de voix suffisant au Congrès pour faire adopter le libre-échange. Il devra peut-être agir de même dans d'autres secteurs où le mécontentement

régne. Le président devra-t-il attaquer encore davantage l'industrie sidérurgique canadienne ou prendre les mêmes mesures que pour les bardeaux, comme il le fera demain, je parie, sur les bois de résineux? S'il doit prendre ces mesures afin d'obtenir les voix dont il a besoin, que pourrions-nous faire? Quel avantage en retirerons-nous? Que nous rapporteront ces négociations? Que va-t-il falloir encore perdre avant que l'on ne reconnaisse que, bien que le Président ait demandé à ce que tout se fasse sur un pied d'égalité, un obstacle a soudainement surgi au centre-droite, une fois la partie commencée, qui nous retient prisonnier dans notre propre zone, pour ainsi dire?

● (1630)

Voilà ce qui m'inquiète le plus. On n'a pas eu suffisamment de temps pour examiner les revendications du Canada. Au début, on a préconisé le libre-échange. Puis il a été question de favoriser le commerce. Ensuite, on a décidé de libéraliser davantage les échanges, que comprenne qui voudra. Est-ce que cela ne devait s'appliquer qu'à des questions tarifaires? Eh bien non, car le gouvernement a jugé préférable de l'appliquer également aux barrières non tarifaires. Comment le gouvernement comptait-il négocier tout cela? Il espérait que les Américains seraient justes et raisonnables envers nous.

**M. Manly:** Nous pourrions embaucher quelqu'un à \$1,000 par jour.

**M. Deans:** Mon collègue, le député de Cowichan—Malahat—Les Îles (M. Manly), nous conseille d'embaucher quelqu'un à \$1,000 par jour, qui ferait le travail pour nous, avec les voitures, les bureaux et tout le reste que ce genre de choses implique.

Et qu'allons-nous négocier? Est-ce que tout est négociable? À quoi notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) répond que la culture canadienne et les programmes sociaux ne sont pas négociables, et le secteur automobile non plus. En même temps, la personne de l'autre côté de la table de négociation répond simultanément, comme si elle avait été programmée, que tout est à négocier.

**M. Cook:** J'invoque le Règlement. En toute déférence pour le député, je suis vraiment las de le voir tourner le dos à la présidence et aux banquettes ministérielles pour s'adresser à son propre caucus. Je lui saurais gré de s'adresser à la Chambre des communes, par votre intermédiaire, monsieur le Président, au lieu de vous tourner le dos la plupart du temps.